Le militaire, le bédouin et le nudiste

Patrimoine et tourisme dans le Sinaï

Olivier Sanmartin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/1465>

DOI : 10.4000/ema.1465

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 1996

Pagination : 7-32

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Olivier Sanmartin, « Le militaire, le bédouin et le nudiste », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 26 | 1996, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/1465> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.1465>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

Le militaire, le bédouin et le nudiste

Patrimoine et tourisme dans le Sinaï

Olivier Sanmartin

- 1 Le Sinaï est un symbole, mais un symbole duel. Il exprime, d'une part, l'intégrité territoriale et la dignité de l'Égypte, retrouvées après quinze ans d'occupation israélienne : enjeu secondaire d'une « guerre coloniale » (1956) qui fonde largement la légitimité du régime, le Sinaï est devenu une cause nationale pendant une période de belligérance (1967-1973) qui a durablement confirmé l'armée à la base de l'édifice étatique. D'autre part, d'espace-enjeu, cordon sanitaire face à - ou aux mains de - l'ennemi israélien, il est aujourd'hui un avant-poste des recompositions régionales, un espace où s'expérimentent la paix et la libre circulation. Les projets d'aménagement et de développement dont il est l'objet reflètent cette dualité : coopération dans le domaine touristique ou projet de conquête démographique, « sécuritaire », du territoire...
- 2 C'est dans ce contexte que s'élaborent un discours et des représentations dans lesquels la dimension identitaire ne manque pas d'être investie. L'image du Sinaï que perçoit d'abord l'observateur ou le voyageur étranger est univoque, c'est celle que donnent à voir ses paysages ou son folklore. À ces dimensions à vocation touristique, interne ou externe, l'identité. Ce n'est donc pas sous l'angle de l'esthétique du Sinaï que nous se greffent des constructions plus complexes. Elles font appel à l'histoire, ancienne ou récente, à us aborderons les imaginaires dont il est l'objet, mais surtout sous celui de son instrumentalisation au service d'un projet : son intégration à l'espace national. La mobilisation de ces imaginaires s'exprime entre autres à travers les thèmes du patrimoine et de la mémoire. C'est par la production et l'emploi de marques emblématiques qu'est mise en scène l'identité. En s'intéressant aux emblèmes, aux « hauts lieux », on peut rendre compte de la manière dont elle est projetée sur l'espace. Ce thème constituera la première partie de cette étude. À travers le tourisme ou la relation à la société locale, se pose la question de l'altérité et de sa gestion. Un espace occupé, un temps soustrait à l'autorité de l'État et à la nation, en conservant des stigmates ; il s'agit pour les acteurs de les dénoncer, de se prémunir face à d'éventuelles

menaces dont les Israéliens ou la population bédouine seraient les instruments. Nous aborderons ces aspects dans un deuxième temps.

La mobilisation de la mémoire collective : patrimoine et identité

- 3 Par la mise en valeur du patrimoine, sa réappropriation identitaire et des mises en scène commémoratives, l'État vise un double objectif : « établir la mémoire qui rendra compte de sa légitimité comme représentant de la nation, tout autant qu'assurer son emprise symbolique sur le territoire qui lui donne corps »¹. Il lui faut donc affirmer sa présence sur le territoire en l'intégrant à l'identité nationale. Pour cela, il va créer de nouvelles images dont l'historicité fonde largement la légitimité.
- 4 La notion de « lieux de mémoire », développée dans l'oeuvre fondatrice dirigée par Pierre Nora, offre un cadre conceptuel adéquat pour l'analyse des relations entre espace et identité. Selon ce dernier, « les lieux de mémoire » sont « lieux dans les trois sens du mot, matériel, symbolique et fonctionnel, mais simultanément, à des degrés seulement divers »². Ils naissent et vivent du sentiment qu'il n'y a pas de mémoire spontanée, ils expriment la nécessité de célébrer des anniversaires, de commémorer, de conserver, de se souvenir. Cela peut être, entre autres, le rôle de la mémoire officielle, dont le propre est d'être organisée, efficace, et pour cela sélective. Gestion du patrimoine, hauts lieux et commémorations nous serviront de guides pour évoquer la mise en place d'une « politique de mémoire », constitutive du discours et de l'action sur l'espace. Dimension sans doute fondamentale si, comme le propose Pierre Nora, « c'est au regard de la mémoire seule que la « Nation », dans son acception unitaire, garde sa pertinence et sa légitimité »³.

La valorisation du patrimoine : les lieux de l'identité

- 5 La notion de patrimoine n'est pas seulement associée à la règle de l'héritage, elle est liée à la perpétuité d'objets sacrés essentiels à la communauté⁴. Le mouvement de recherche archéologique qui touche l'Égypte à partir du XIX^e siècle est un élément du renouveau de l'identité égyptienne, constitutif de l'État « moderne » qui se met en place. Le Sinaï se trouve largement à l'écart de la figure de l'Égypte « éternelle » que dessine alors la carte des découvertes et des restaurations monumentales. Il demeure, pour les voyageurs qui le parcourent, « le « Sinaï céleste », pays de la Révélation des grandes religions, terre des ascètes, des pèlerins, des grottes d'anachorètes et des monastères »⁵. Des scientifiques-voyageurs tels Niebhur, Burckhardt, Laborde ou Rùppel avaient esquissé, dès la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle, une connaissance du Sinaï, terre d'histoire, mais il faut attendre le début du XX^e siècle pour que les précurseurs que sont l'historien Na'ûm Shuqayr ou les archéologues Pétrie et Clédat entreprennent l'élaboration d'une représentation historique de la péninsule. Et c'est surtout durant l'occupation israélienne que les recherches archéologiques se développent dans le Sinaï. En 1979, l'archéologue israélien Béno Rothenberg écrit : « Le quadrillage archéologique systématique ne fut possible qu'à partir de 1967. Jusqu'à présent, plus de 700 sites témoignent du "Sinaï terrestre". »⁶ Si les Israéliens cherchent, à travers l'archéologie, à légitimer historiquement leur présence, c'est en poursuivant ce mouvement que l'Égypte, par l'inventaire et la sauvegarde, cherche à étendre la

géographie symbolique de l'égyptiannité par la création d'un nouveau territoire de l'identité nationale. L'organisation de l'espace autour des vestiges du passé est l'expression d'un destin commun retrouvé ; l'espace d'hier est un soutien au projet unificateur⁷.

- 6 « Pour que le passé existe socialement, il faut pouvoir le lier à des "objets" qui, à la manière d'événements durables, constituent des repères classés dans le temps, communs à une collectivité ou du moins représentatifs de la vie et de l'histoire d'un groupe social déterminé. »⁸ Pour le Sinaï, donner corps à cette « existence sociale » du passé nécessite la mise en œuvre d'une politique patrimoniale. Elle vise à identifier et à sélectionner des sites au service d'un projet : « Bien que la péninsule du Sinaï se rattache géographiquement à l'Asie, elle a toujours été, des temps préhistoriques aux périodes antique et moderne, une partie de l'Égypte [...]. Nous nous appuyerons [pour le montrer] sur les « documents » qui prouvent au touriste l'enracinement profond de cette province égyptienne. »⁹.
- 7 La deuxième proposition, qui fait du Sinaï une partie de l'Égypte avant sa constitution même, révèle la dimension de l'enjeu politique et identitaire. Liés au tourisme et à une politique d'image, ce sont des choix politiques qui dictent les priorités en matière de valorisation du patrimoine. La première opération égyptienne de restauration d'un « objet » patrimonial dans le Sinaï l'illustre. La « reconstruction », à la manière de Viollet-le-Duc, de la forteresse de Geziret Faraun (l'île de Pharaon), située à quelques kilomètres au sud de Taba, à la frontière égypto-israélienne, est entreprise peu après le retrait israélien ; l'édifice est inauguré le 24 avril 1986, veille du jour anniversaire de la libération de la péninsule. Curiosité pour les touristes étrangers, point de passage obligé pour les Égyptiens se rendant dans la région, Geziret Faraun occupe une place centrale dans le dispositif patrimonial et touristique du Sinaï. Dans l'introduction d'une plaquette consacrée à la citadelle par le Haut conseil des antiquités (HCA) en 1986, Ahmad Qadri, alors directeur, la présente ainsi :

« La citadelle de Salah al-Dîn al-Ayyûbi a une valeur historique particulière parmi les monuments islamiques, et ce à plusieurs titres. Cette importante citadelle était la gardienne des côtes arabes d'Égypte, du Hedjaz, de la Jordanie et de la Palestine et, plus encore, elle contribua à écarter le danger militaire durant la lutte entre les Arabes et les Croisés, dès lors que le monde arabe et musulman se trouva sous la protection de l'Égypte musulmane. Que Dieu nous aide ! »
- 8 Ce monument, lieu de mémoire militaire, a pour fonction de « garder » et de « marquer » la frontière : le drapeau égyptien fiché au sommet de l'édifice le signifie. Symbole de la reconquête, il doit raviver le souvenir de l'épisode historique de 1170, au cours duquel Salah al-Dîn enleva aux Croisés la cité d'Aïla (Aqaba) et l'îlot de Grayé (Geziret Faraun), position stratégique qui menaçait les établissements musulmans de la mer Rouge. Pourtant, si l'histoire officielle attribue la construction de la forteresse au seul souverain ayyoubide, de nombreux historiens mentionnent des fortifications édifiées par Baudouin 1er à partir de 1116 -sur des vestiges byzantins – et réaménagées par Salah al-Dîn après sa conquête, ce que confirment de nombreuses sources arabes¹⁰. « Sur le golfe d'Aqaba, les Francs avaient encore fortifié Aïla et l'îlot de Grayé », écrit ainsi René Grousset¹¹. En fait, comme l'expliquent les historiens Jean-Michel Mouton et Sami 'Abd al-Malik, « nombre de questions demeurent, aussi fondamentales que celles de la date de construction de l'édifice et de la part prise par les croisés et les musulmans dans son aménagement »¹². Mais ces divergences sur la « paternité » du monument n'altèrent nullement le désir de l'État égyptien d'affirmer à travers lui sa

légitimité historique. Les débats d'experts n'ont pas leur place ici, puisqu'il s'agit de rendre visible un témoignage historique de la présence égyptienne et d'assurer sa continuité, loin du centre, à la frontière. C'est finalement avant tout sa situation qui confère à la forteresse de l'île de Pharaon toute sa valeur symbolique. L'autre citadelle, édifiée avec certitude par Salah al-Dîn, la forteresse de Sadr ou Qal'at al-Gindi, située à soixante kilomètres à l'est de Suez sur une butte témoin du jebel Raha, n'a pas connu la même fortune¹³. Isolée à une vingtaine de kilomètres au sud de la route qui traverse la péninsule en son centre (l'ancienne *darb al-hajj*, la route du pèlerinage), elle ne fait l'objet d'aucun programme de fouilles ou de restauration. Probablement utilisée à plusieurs reprises comme poste d'observation militaire, elle est aujourd'hui à l'état d'abandon et ses vestiges les plus intéressants ont récemment subi d'importantes dégradations. À titre d'anecdote, le linteau situé au-dessus de l'entrée principale de l'édifice était marqué de l'étoile à six branches, emblème de Salah al-Dîn, comme l'attestent des relevés effectués dans les années vingt ainsi que des photos prises durant l'occupation israélienne¹⁴. Certainement pris pour une étoile de David, ce symbole fut martelé après la libération du Sinaï. À sa place on peut lire aujourd'hui le nom de Dieu.

- 9 Le cas des ruines de Péluse et des autres vestiges de la Sahl al-Tîna, une plaine marécageuse qui borde, à l'est, la partie septentrionale du canal de Suez, est également éclairant. Le site, au débouché d'un ancien bras du Nil, se trouve à une trentaine de kilomètres de Qantara, au nord-ouest de la péninsule. Quelques ruines sur un *tell*, une éminence, constructions de briques pour la plupart, évoquent cet ancien port dont la fondation remonte probablement au milieu du premier millénaire avant Jésus-Christ. Porte orientale du Delta, port de commerce autant que ville de garnison, la cité, qui devint al-Farama à l'époque arabe, fut la proie de tous les envahisseurs et déclina au fur et à mesure du déplacement et de l'assèchement de la branche pélusiaque du Nil. Elle tomba sous les assauts des Croisés en 1118 ; livrée aux flammes une première fois par les troupes de Baudouin 1er, elle fut complètement détruite lors de la IV^e croisade, en 1202. Sur le site de Péluse, Tell al-Farama, subsistent essentiellement les vestiges de fortifications romaines : « De la ville antérieure aux Romains, aucune trace n'est visible actuellement, et c'est en vain que l'on chercherait dans toutes ces ruines et débris qui jonchent le sol le moindre objet se rapportant à la période pharaonique. »¹⁵ Depuis 1992, le HCA a lancé une campagne internationale pour le sauvetage des vestiges de la région, menacés par le projet du canal de la Paix¹⁶. Le parallèle a tout de suite été établi avec le sauvetage des temples de Nubie, mis en péril par la construction du barrage d'Assouan dans les années soixante. Pourtant, si l'intérêt archéologique des sites est incontestable, leur valeur monumentale - et touristique - n'est en rien comparable à celle d'Abu Simbel. Peut-être l'élément patrimonial sert-il ici de miroir au nouveau projet « pharaonique » que constitue le canal ? À l'instar du haut-barrage, il s'agit d'un projet mobilisateur, fondateur d'une nouvelle société où le mythe prométhéen a naturellement sa place. Fayza Haykal, coordinatrice du projet de sauvetage des antiquités du Nord-Sinaï, déclare ainsi : « Si le projet du canal de la Paix est aussi important que l'était celui du haut-barrage, il doit être accompagné d'un projet de sauvetage comparable à celui des monuments de Nubie. »¹⁷ En sauvant Péluse et en construisant le canal de la Paix, le marquage territorial s'ancre durablement à l'est de l'isthme de Suez ; en s'inscrivant explicitement comme un prolongement dans le temps et dans l'espace, il transcende les discontinuités. Pourtant, comme l'explique l'historienne Dominique Valbelle, « il est encore impossible de préciser l'étendue et la

signification politique de ces témoignages importants. Les sites de la région appartiennent du reste à la pointe orientale de l'ancien Delta, même si le canal de Suez les a aujourd'hui rejetés dans le Sinaï. »¹⁸ Si la restauration monumentale « consolide au présent [...] la conscience d'appartenance à une culture singulière, distinctive, souvent territorialisée »¹⁹, la valorisation des sites de la région de Péluse confère en quelque sorte une légitimité historique au canal de la Paix. L'antagonisme entre le projet de développement et la sauvegarde du patrimoine n'est peut-être que discursif puisque, sans les crédits accordés grâce au premier, la seconde n'aurait probablement même pas été envisagée. Le conflit, *a priori*, entre acteurs ayant des projets différents de valorisation de l'espace, remplirait alors une fonction de démultiplication des enjeux.

- 10 La question identitaire est également au centre d'un des volets du contentieux égypto-israélien - lequel n'était pas explicitement abordé par les accords de Camp David. Il s'agit de celui qui concerne le retour des pièces archéologiques mises à jour par les Israéliens durant l'occupation du Sinaï. Le débat qui s'est instauré autour de cette question en témoigne. Au début de 1993, des membres du HCA se rendent en Israël pour négocier la remise de ces pièces. Un accord est signé en mai 1993 et les autorités israéliennes promettent un retour échelonné des antiquités, en quatre livraisons. « C'est, à ma connaissance, la première fois au XX^e siècle qu'à la suite d'un accord politique, des biens culturels sont restitués », déclare Martin Weyl, directeur du Israeli Museum²⁰. En janvier 1995, 20 000 pièces archéologiques sont remises à l'Égypte. Ces témoignages historiques suscitent des interprétations divergentes. Pour l'Égypte, comme le titrait *Al-Ahrâm*, « les pièces archéologiques remises prouvent qu'il n'y a pas de relations entre les juifs et le Sinaï au fil de l'histoire »²¹. Pour les archéologues israéliens, en revanche, elles illustrent « l'importance du Sinaï comme lien entre les civilisations, comme lieu de passage durant 5 000 ans », et démontrent que « le Sinaï a toujours été un passage et non une barrière »²². Pour preuve de leur bonne volonté, les Israéliens, qui ont tenté de différer la remise des lots pour pouvoir en poursuivre l'étude, ont rendu des objets portant des inscriptions hébraïques et en ont demandé le prêt à l'Égypte. 'Abd al-Halîm Nûr al-Dîn, responsable du HCA, explique : « Nous avons refusé catégoriquement ce projet [...] car ces pièces appartiennent à notre patrimoine, nous ne pouvons nous en séparer. »²³ Les Israéliens qui, en rendant les pièces, ont créé un précédent et ont été l'objet de « critiques et de menaces de la part des responsables d'institutions telles que le Louvre ou le Metropolitan Museum »²⁴, souhaiteraient fonder un centre international basé en Égypte pour étudier et exposer ces témoignages d'un patrimoine commun puisque, s'il comporte des objets d'origine pharaonique ou hébraïque, nombre d'entre eux datent de la période des Hyksos ou sont d'origine grecque, romaine, byzantine ou arabe. Pour les responsables égyptiens, ces propositions ne sont pas d'actualité ; elles renvoient à la question de la normalisation des relations culturelles entre les deux pays, en faveur de laquelle les pressions israéliennes sont nombreuses mais qui se heurte, en Égypte, au refus des instances intellectuelles et artistiques représentatives, lesquelles la conditionnent à un règlement définitif du conflit israélo-arabe, de la question palestinienne et du statut de Jérusalem. Pour l'Égypte, plus que l'amorce d'une coopération culturelle et scientifique, la remise des pièces du Sinaï est un juste retour des choses : le patrimoine sinaïtique étant authentiquement égyptien, sa restitution en confirme la réalité. Ces objets sont la preuve, s'il en était besoin, de la légitimité égyptienne sur le Sinaï et démontrent que, malgré leurs efforts, les Israéliens n'ont pu, à travers eux, revendiquer la leur. Ces pièces, exposées à Jérusalem avant leur retour sous le titre « Adieu... pour la paix »,

firent ensuite l'objet d'expositions en Égypte intitulées « Bienvenue... vestiges du Sinaï ». Elles devraient désormais être réparties dans un certain nombre de musées en projet dans la péninsule, notamment à al-Arish, Qantara, Sainte-Catherine et Taba... Ainsi l'intégration du Sinaï à l'Égypte devient-elle une réintégration, attestée par l'histoire.

- 11 Le premier musée construit dans la péninsule se trouve à Taba. Jusqu'au début des années quatre-vingt, Taba n'est qu'une plage et un puits au fond du golfe d'Aqaba, à quelques kilomètres d'Eilat. Des entrepreneurs israéliens ont vainement tenté, au cours des années soixante-dix, d'obtenir auprès des autorités militaires israéliennes les autorisations nécessaires à l'implantation d'un village de vacances. Pourtant, en 1981, peu après l'assassinat du président Sadate, le ministère israélien de la Défense donne son feu vert à la construction d'un hôtel et d'un village de vacances qui ouvrent leurs portes en novembre 1982. Du coup, lors du retrait israélien en avril 1982, la zone de Taba (1 km²), située en territoire égyptien avant l'occupation, n'est pas restituée à l'Égypte. Interprétée comme une volonté israélienne de « garder prise sur la diplomatie égyptienne »²⁵ alors qu'Hosni Moubarak succède à Anouar al-Sadate, « l'affaire de Taba » occupe quatre années durant le devant de la scène des relations égypto-israéliennes. Une amorce de règlement intervient finalement en 1986 après la décision conjointe de soumettre le litige à un arbitrage international. La Cour internationale de justice de La Haye statue en faveur de l'Égypte en 1988 et l'enclave est évacuée par Israël le 19 mars 1989. À l'instar de la forteresse de Geziret Faraun, l'implantation d'un musée à Taba a pour fonction de marquer la frontière. De nombreux visiteurs n'ont pas conscience d'entrer en Égypte lorsqu'ils traversent Taba, qui n'est encore qu'un hôtel et un poste frontière ; il faut donc le leur signifier. Le développement touristique de la région et la création d'une zone de libre circulation pour les touristes rendent impérieuse la présence de signes de reconnaissance de l'identité nationale. Comme le souligne Eugen Weber, « une nation se définit non pas par ses frontières linéaires, mais par contraste avec ses voisins »²⁶. Les raisons du choix de Taba sont explicites : « L'existence d'un musée à Taba est le reflet d'une position politique ; il affirme la présence égyptienne dans cette partie du territoire. »²⁷ L'occupation israélienne fut un avatar de l'histoire et il importe donc de souligner la pugnacité de l'Égypte pour recouvrer son intégrité territoriale. Le cas de Taba est ainsi proprement exemplaire : « Il rappelle la lutte menée par l'Égypte pour reconquérir une partie de son territoire, si petit soit-il. »²⁸ Pourtant, malgré l'enjeu qu'il semble représenter, le musée - inauguré officiellement le 25 avril 1994 (jour de la fête du Sinaï) - était toujours fermé au début de 1996, et mis sous scellés dans l'attente de la construction de logements pour son personnel. Néanmoins, le HCA doit bénéficier de 390 millions de livres égyptiennes (£) - soit 130 millions \$ - pour la péninsule, dans le cadre du Projet national de développement du Sinaï. La mise en valeur du patrimoine fait en effet partie des priorités, elle doit illustrer la continuité de la présence égyptienne dans le Sinaï, transcender l'histoire ; « s'identifiant à l'acquis, elle suppose la pérennité et la réception d'une culture inscrite dans la durée »²⁹.

Commémorations et mémoriaux : le temps de la mobilisation

« La matrice génératrice des monuments d'une nation met en intrigue événements ennoblissant et victoire sur la barbarie. Elle rappelle le martyre de ceux qui ont donné leur vie dans la lutte pour l'existence nationale, ceux qui, dans les refrains du martyrologe, sont morts pour que vive la patrie. Parce qu'ils prennent la forme et le

sens idéalisés assignés par l'État à cette époque, les monuments commémoratifs tendent à matérialiser des interprétations historiques particulières ». En ce sens, « les monuments publics, les journées commémoratives nationales et les calendriers officiels contribuent tous à créer des espaces communs à partir desquels se forge l'identité nationale. »³⁰

- 12 La commémoration de la guerre de 1973 figure au premier plan des festivités nationales officielles. Malgré la démilitarisation partielle du Sinaï et la présence, sur son sol, d'une force multinationale qui met en partie l'armée à l'écart d'un terrain dont elle tire sa gloire, c'est *al-'ubûr*, la traversée du canal de Suez, et son corollaire, la libération du Sinaï, qui sont au cœur des politiques de mémoire et des célébrations profanes par des fêtes ou des monuments commémoratifs. Les « jours glorieux » de 1973 ont une présence quotidienne puisqu'ils servent également à désigner d'importantes réalisations telles que des villes nouvelles ou le principal autopont du Caire. Que ce soit « Six-Octobre », « Dix-de-Ramadan », « al-Badr » ou encore « al-'Ubûr »³¹, le rappel de la victoire militaire est partout présent. Associée à la renaissance, au renouveau économique, point de départ d'une ère nouvelle, elle a permis de renouer avec l'honneur, la dignité, la confiance en soi. En ce sens, au-delà du seul événement militaire, l'évocation de la guerre de 1973 et de la libération du Sinaï incarne une rupture, une fondation, un mythe au travers desquels le pouvoir se met en scène. Le Sinaï est alors évoqué, plus ou moins directement, comme le théâtre ou l'enjeu d'événements qui sont l'occasion d'une mobilisation de la mémoire collective. Se succèdent ainsi des fêtes nationales ou régionales : le 6 octobre (1973), qui commémore l'offensive victorieuse sur le canal de Suez, est la fête des forces armées et fait désormais figure de deuxième fête nationale (jour férié) ; le 22 janvier (1970), fête du gouvernorat de la mer Rouge, rappelle une attaque israélienne repoussée devant l'île de Shadwan, au large d'Hurghada ; le 19 mars (1989), fête du gouvemorat du Sud-Sinaï, célèbre la récupération de Taba ; le 25 avril (1982), fête nationale du Sinaï et fête du gouvernorat du Nord-Sinaï, commémore la restitution de la péninsule à l'Égypte (jour férié). D'autres célébrations sont d'ordre corporatiste ou « sectoriel » : le 14 octobre (1973), qui rappelle la mort du général du génie Ahmad Hamdi, est la journée nationale des ingénieurs³² ; le 21 octobre (1967), fête de la marine, commémore l'attaque contre un navire israélien au large de Port-Saïd, dont le nom – Eilat – est tout un symbole ; le 17 novembre (1975), fête du pétrole, marque la récupération par l'Égypte des exploitations pétrolières de la côte occidentale du Sinaï...
- 13 Le mythe fondateur du régime, de « l'homme nouveau » et du défi national se consolide à travers la célébration, mais également à travers les mémoriaux qui l'incarnent et le renouvellent. Pour James Young, « certains mémoriaux visent à éduquer la génération suivante et à lui inculquer le sentiment d'une expérience et d'un destin partagés, d'autres sont érigés en expiation et répondent à un sentiment de culpabilité ou d'autoglorification. D'autres enfin sont destinés à attirer les touristes. »³³ Ceux que nous évoquerons ici relèvent à la fois de la première et de la dernière catégorie, didactique et exemplaire. Au Caire, un « panorama » de la Guerre d'octobre fut inauguré en 1989 ; fruit d'une coopération égypto-nord-coréenne, il présente des maquettes animées, des films ainsi qu'une gigantesque fresque circulaire évoquant la traversée du canal de Suez. Chaque école se doit d'y envoyer ses élèves, il a une vocation pédagogique. Suivant en cela les recommandations du National Council qui, en 1980, préconisait un développement touristique qui « pourrait comprendre - après consultation des experts militaires - les lieux pouvant être valorisés en relation avec la

Guerre d'octobre 1973 »³⁴, l'implantation plus récente d'un édifice comparable dans le Sinaï illustre un retour symbolique et visible du militaire dans la péninsule. Il s'est concrétisé par la création à l'est d'Ismaïliya, en 1992, d'un mémorial de la guerre de 1973 (*al-nusub al-tizkâri li-nasr uctûbri*) occupant le terrain même des opérations militaires. Le bâtiment, surmonté d'une structure de béton revêtue de métal, évoque la baïonnette d'une kalachnikov ; visible à des kilomètres, l'édifice est incontestablement martial, il impressionne. Mais son apparente étrangeté, voire son caractère excessif, sont constitutifs du rôle qui lui est assigné : il revendique et rappelle les sacrifices consentis ; « il est impossible de séparer le monument de sa vie publique [...], la fonction sociale d'un tel art est sa performance esthétique »³⁵.

- 14 Une fresque peinte, circulaire, sur le principe de celle du panorama du Caire, relate les événements du 6 octobre et accorde une place de choix à Hosni Moubarak. Placé au cœur du dispositif de décision, c'est lui qui, sur la première scène, présente au président Sadate et aux chefs d'État-major des armées les plans de l'attaque sur d'immenses cartes déployées sur une table. En fond, une pendule évoque la rapidité de l'action. Homme de décision, stratège mais aussi homme de terrain, on le retrouve sur la première scène de l'attaque, c'est encore lui qui conduit les hommes vers la victoire. L'offensive est figurée par ses épisodes les plus spectaculaires, la traversée des pontons et des canots pneumatiques sous la mitraille, l'utilisation des lances à eau contre le rempart de sable de la ligne Bar-Lev, l'érection du drapeau égyptien au sommet de la soldats aux bras levés et aux sourires rayonnants, c'est dans le recueillement et les larmes qu'un militaire, genoux à terre, prend dans ses mains une poignée de cette terre si chère pour laquelle il s'est battu, pour laquelle il a vaincu. À l'extérieur, une terrasse panoramique permet de contempler le paysage environnant : à l'ouest se déploie le canal de Suez et la ville d'Ismaïliya, à l'est les dunes du Sinaï ligne défensive... Enfin, après l'euphorie de la victoire représentée par des et les premières bonifications de la rive orientale ; dans la même direction, guidant le regard, deux noms inscrits dans le sable en lettres géantes : « Égypte » et « Moubarak ». La localisation du monument est essentielle,

« il forme un chaînon parmi d'autres dans une matrice topographique qui oriente le souvenir en même temps qu'il produit des effets de sens tant dans l'espace que dans notre mémoire. [...] En ce sens, tout signe commémoratif dans le paysage, quel que soit son degré d'étrangeté par rapport à son environnement, est néanmoins perçu dans son lieu géographique, en relation avec les autres points de repères proches. »³⁶

- 15 D'autres mémoriaux et monuments plus modestes composent la trame du souvenir. Isolé à une dizaine de kilomètres à l'est d'Ismaïliya, le site de Tabbat al-Shagara, ancien quartier général israélien de la ligne Bar Lev, en fut le premier exemple. À sa suite, les « sanctuaires militaires » (*al-mazârât al-'askariya*) célébrant la mémoire militaro-nationale dans le Sinaï, ont été intégrés à la carte touristique de la péninsule. Situés sur l'ancienne ligne de front que constitue le canal de Suez, ces monuments, proches des zones peuplées, sont facilement accessibles. Parmi ceux-ci, celui d'Ayûn Mûsa, à l'est de Suez, commémore la prise, durant la guerre d'octobre 1973, d'une position israélienne d'où était régulièrement pilonnée la ville de Suez ; celui de Tell al-Salâm, sur la rive orientale du lac Amer, au sud d'Ismaïliya, présente une reconstitution grandeur nature des positions défensives : tranchées, batteries, campements, etc. Ailleurs, à la frontière, un mémorial célébrant le souvenir du combat pour la libération a également été élevé à Rafah, « porte orientale du Nord-Sinaï » et, dès sa prise de fonction, le nouveau

gouverneur de la région a exprimé sa volonté de construire à al-Arîsh un « panorama » et un musée consacrés à la libération du Sinaï³⁷.

- 16 Ainsi, corrélativement aux avancées de la paix, les signes de la mémoire militaro-nationale se consolident et se diffusent. Mais est-ce contradictoire ? Probablement pas : ces emblèmes vont de pair avec la levée des tabous, la banalisation de l'autre, les règlements politiques, ils illustrent le passage à l'histoire, à une mémoire de moins en moins vécue au présent et qu'il faut consolider. La mémoire collective est aussi une question de génération et les souvenirs doivent se matérialiser dans des signes pour rester vivaces après la disparition de ceux qui en furent les témoins directs. Il est donc essentiel d'inscrire cette mémoire dans le territoire, il est important que ces signes deviennent des « objets touristiques ». Ainsi, malgré les incertitudes qui pèsent sur un règlement politique global au Proche-Orient, malgré les tensions persistantes entre l'Égypte et Israël concernant la souveraineté limitée dans le Sinaï et le maintien d'une force multinationale ou le refus d'Israël de signer le Traité de non-prolifération nucléaire, la paix qui s'instaure et les prémisses d'une construction régionale semblent écarter le spectre d'un nouveau conflit. Le champ de bataille, où subsistent de nombreux vestiges des combats, peut ainsi être promu au rang de patrimoine. Traces d'un passé révolu, ces « sanctuaires » doivent dissiper les doutes et justifier les sacrifices. L'Égypte peut ainsi affirmer clairement son identité sur l'ensemble du territoire : c'est la fonction sociale que remplit la mémoire ; pour cela, elle doit se renouveler, s'actualiser. Pour conclure cette première partie, nous citerons Jérôme Monnet, selon lequel « le territoire et la mémoire de l'État-nation ne sont pas donnés une fois pour toutes. Leur construction se fait par approximations successives, gommées ensuite par la définition de lieux de mémoire et de territoires d'identité qui établissent *a posteriori* un destin manifeste. »³⁸

Le Sinaï : monuments, vestiges et hauts lieux

Le Sinaï, espace corrompu ?

- 17 Une des valeurs essentielles du nationalisme égyptien demeure le consensus anti-israélien, relayé, semble-t-il, par un large courant d'opinion. Des articles de presse, des ouvrages ou des films l'alimentent ou s'en font l'écho. Un sondage publié par voie de presse en décembre 1994, à l'initiative de l'hebdomadaire anglophone *Al-Ahrâm Weekly*, tentait d'en donner la mesure. Effectué auprès d'un échantillon de 1 505 personnes, il abordait deux volets principaux, le système politique égyptien (sensibilités partisans, opinions vis-à-vis des mouvements islamistes) et la relation à Israël. À travers les réponses à une série de questions concernant la normalisation des relations avec Israël, l'hebdomadaire conclut que « pour la majorité des citoyens, la "barrière psychologique" est toujours en place quinze ans après la signature du traité de paix égypto-israélien. »
- 18 Comment, dans ce contexte, le Sinaï est-il représenté, instrumentalisé ? Espace-frontière, occupé et géré de 1967 à 1982 par les Israéliens, il est un palimpseste où se lit un travail qui a profondément et durablement laissé son empreinte sur le territoire. Israël, ennemi « éternel » ou partenaire d'avenir, transcende les discours par une présence, visible ou « occulte », qui le place immanquablement au centre du débat. C'est incontestablement sur le terrain du tourisme, mais pas exclusivement, que s'expriment le mieux les tensions. La présence notable des touristes israéliens sur le golfe d'Aqaba constitue un élément de différenciation spatiale fort par rapport aux autres espaces touristiques égyptiens. Le visiteur qui circule sur la route littorale remarquera la présence des véhicules israéliens, identifiables à leurs plaques minéralogiques. De la même manière, jusqu'à la fin officielle de sa prohibition en Égypte en décembre 1994, le shekel, la monnaie israélienne, circulait librement dans le sud-est du Sinaï. Depuis Camp David en effet, la zone côtière entre Taba et Sharm al-Shaykh et jusqu'à Sainte-Catherine est accessible aux ressortissants étrangers, et notamment israéliens, par la route, grâce au *Sinai Visa*, un « droit d'entrée » de 15 \$ valable quinze jours et permettant de circuler dans la zone contrôlée par la MFO, mais ne donnant pas accès au reste du territoire égyptien. Par un effet de proximité, et d'habitude pour certains, les Israéliens constituent aujourd'hui une part importante des « clients » du Sinaï, pour lesquels il demeure un espace touristique attrayant et bon marché. L'augmentation constante des flux au poste frontière de Taba³⁹, dont les Israéliens sont parmi les principaux utilisateurs, et du nombre de ces derniers se rendant en Égypte, permet de souligner le rôle croissant du Sinaï comme espace d'interaction sur le terrain du tourisme. Cette évolution s'inscrit dans le cadre général du décollage récent des flux touristiques entre Israël et l'Égypte. Avec près de 300 000 visiteurs en 1995, Israël est passé à la seconde place des nations pourvoyeuses de touristes en Égypte après l'Allemagne (320 000). C'est autour de cette présence étrangère, israélienne surtout, que se cristallisent les représentations et les questions que soulève la gestion de l'altérité, sur un espace que l'histoire récente rend d'autant plus sensible.

Le tourisme : modes de présence de l'altérité

- 19 La composante touristique de l'économie égyptienne, dénoncée par l'opposition nationaliste ou islamiste, est décrite par un de ses chantres, 'Adil Husayn, « comme le principal mécanisme « d'extériorisation » de cette économie et d'approfondissement de sa dépendance vis-à-vis de l'Occident dispensateur de touristes... »⁴⁰ Elle est perçue de manière encore plus aiguë dans le Sinaï, où elle se double d'une quasi « extra-territorialisation », laissant libre cours, à des comportements « déviants », voire à des actes « illicites », que favoriseraient l'éloignement, la souveraineté limitée et la présence massive d'Israéliens. Pour l'éditorialiste d'*Al-Cha'b*, « les touristes israéliens sont surtout liés au trafic de drogue, de fausse monnaie ou d'armes ou à la propagation du sida, qui relèvent d'un plan préétabli dont ces touristes sont l'instrument... »⁴¹ Mais ce discours, s'il reprend les thématiques classiques de la confrontation culturelle, semble transcender les clivages politiques. Son énonciation a précédé le développement d'un tourisme de masse dans la péninsule et il s'articule toujours autour de la présence des touristes israéliens. Initiateurs du développement touristique durant l'occupation, les Israéliens sont restés, durant les années quatre-vingt, parmi les principaux visiteurs du Sinaï et constituent toujours aujourd'hui une clientèle nombreuse. Il s'agit donc, pour les commentateurs égyptiens, de souligner cette contradiction, voire de l'exacerber. Comment accepter ce qui est perçu comme la permanence de l'occupation d'un territoire, libéré au prix d'une guerre ? Pourquoi des privilèges sont-ils accordés aux Israéliens dans le Sinaï ? Les sacrifices consentis pour libérer la péninsule n'auraient-ils finalement abouti qu'à permettre aux Israéliens d'en jouir davantage que les Égyptiens ? Comment accepter que les Israéliens s'y comportent toujours « comme chez eux », perpétuant des pratiques bien peu respectueuses de la culture et de l'identité égyptiennes ?
- 20 Ainsi, en 1984, le journal *Al-Wafd*, organe du parti du même nom (à tendance libérale), annonçait-il que le gouvernement avait décidé de déplacer le poste frontière de Taba (alors pierre d'achoppement des relations avec Israël, qui refusait de restituer l'enclave à l'Égypte) afin de « soustraire à la vue des militaires les nudistes israéliens de l'hôtel tout proche »⁴². Il y a là un débat récurrent qui avait atteint son paroxysme avec l'affaire Sulayman Khâtir. Ce conscrit de la Sécurité centrale avait tué, le 5 octobre 1985, sept touristes israéliens qui gravissaient la butte sur laquelle il était en faction, à Ra's al-Burka, sur le golfe d'Aqaba. Condamné deux mois plus tard à la prison à perpétuité, il se suicidera dans sa cellule le 7 janvier 1986 et sera érigé en martyr par une partie de l'opposition. À propos de cette affaire, le bihebdomadaire *Al-Cha'b* écrit :
- « En somme et sans détours, un homme qui, sans tenir compte de la barrière fictive appelée « paix de Camp David », a tout simplement tiré sur les Israéliens... ses ennemis... comme ça... tout bonnement... sans préméditation. Par ces rafales, Sulayman prouvait que le Sinaï n'était jamais réellement retourné à la souveraineté égyptienne et que, figurant théoriquement sur la carte de l'Égypte, il ne lui appartient pas vraiment [...]. Par ces rafales, Sulayman attirait notre attention sur un fait aussi éloigné de nos esprits que le Sinaï l'est de la capitale, à savoir que les Israéliens ont peut-être plus de droits au Sinaï que les Égyptiens. Pour eux, pas de « stop » ou « d'accès interdit » ; c'est comme si c'était leur 'izba, leur ferme privée, et que nous étions, nous, les contremaîtres chargés de la superviser pour eux... »⁴³
- 21 L'éloignement, la méconnaissance du terrain pour une majorité d'Égyptiens et le contact qui se noue quotidiennement dans le Sinaï avec Israël sont pour beaucoup dans l'élaboration d'un mythe qui, s'il n'est pas sans fondements, prend des dimensions

d'autant plus importantes que la croissance touristique s'accélère et que l'irréversibilité du phénomène s'affirme. Durant l'occupation, les Bédouins du sud furent témoins de l'irruption, violente, du naturisme ou de la simple pratique balnéaire dans un environnement inexploité par le tourisme avant 1967. Les travaux de l'anthropologue israélienne Smadar Lavie⁴⁴ ont bien montré les effets de ces pratiques et les contradictions qu'engendraient l'occupation et le développement touristique sur l'identité bédouine. Mais aujourd'hui encore, alors qu'il existe une réglementation, les pratiques des « nudistes » sont fréquemment vilipendées par la presse. Alors que la clientèle touristique s'est diversifiée avec, notamment, la venue massive d'Allemands ou d'Italiens, qui sont aujourd'hui parmi les principaux visiteurs du Sinaï⁴⁵, ce sont invariablement les Israéliens qui sont au centre du débat. Ainsi, en mai 1994, *Al-Ahrâr*, organe du parti libéral-islamiste, titrait, avec photo floue à l'appui (montrant quelques touristes en tenue de bain sur une plage) : « Ma'agana et Tarabîn⁴⁶, terres égyptiennes interdites aux Égyptiens et réservées aux fêtes sexuelles de groupes de juifs »⁴⁷. L'introduction donne le ton : « Dans le Sinaï, terre sainte transformée en terre de luxe juive, les montagnes crient à l'aide et demandent à être nettoyées des sionistes, nus sur les plages comme dans les vallées... ». Les deux auteurs, visitant le Sinaï pour la première fois, évoquent ensuite des « relations sexuelles en public », qui sont « choses ordinaires pour les gens du Sinaï », ou bien des fêtes hebdomadaires durant lesquelles se mêlent luxe, drogue, alcool et homosexualité et qui se perpétuent sous le regard impuissant des policiers, lesquels seraient contraints d'interdire l'accès des lieux aux Égyptiens. De la même manière, à la demande de ces derniers, les forces de l'ordre mettraient en place sur les plages des barrages de bouées, pour éviter tout contact avec les Israéliens. L'ombre du sida plane sur le Sinaï et un fonctionnaire de police de Dahab confie aux deux journalistes qu'il ne se promène plus avec sa famille dans les lieux touristiques car il a peur du sida et des risques de « détournement » pour ses enfants.

- 22 L'amalgame avec « la thèse du « complot » : transmission volontaire du sida pour affaiblir la jeunesse égyptienne au profit de toutes les forces obscures qui veulent empêcher l'Égypte de retrouver son rang et sa puissance naturels »⁴⁸, trouve là un de ses meilleurs terrains d'illustration, par une présence physique de l'ennemi et par ses pratiques, déviantes, amoraux puis corruptrices, voire destructrices. L'expression la plus achevée de ce thème fut sans conteste le film d'Ahmad Fu'âd, maintes fois rediffusé par la télévision, *Al-Hubb fi Taba* (L'amour à Taba), réalisé en 1991. L'histoire met en scène un groupe de jeunes Caireotes qui se rendent pour la première fois en week-end à Sharm al-Shaykh. Trois d'entre eux y rencontrent des étrangères avec qui ils vivent une aventure sans lendemain ; elles partent, leur laissant un message : elles sont porteuses du sida ! Immédiatement, ils en éprouvent les premiers symptômes et rentrent au Caire, anéantis, pour y vivre une déchéance physique, morale et sociale inexorable, en attendant la mort. Ils auraient pourtant dû se méfier : les étrangères, venues de nulle part et se déplaçant en Jeep, étaient visiblement à l'aise dans la région et, plus suspect encore, parlaient l'arabe (certes, pour les besoins du film...). Les trois hommes sont de conditions sociales différentes, mais chacun a intériorisé son rôle ; entre eux, le dialogue est possible : ils sont avant tout égyptiens. Le drame s'est donc noué en une nuit de bonheur éphémère où ces hommes, faibles, victimes du « complot » visant à corrompre une société juste et morale, ont cédé à la tentation des sirènes. De même, dans un ouvrage à succès consacré à la prostitution et réédité à plusieurs reprises, on peut lire : « Il ne me semble pas que les jeunes femmes sionistes

envoyées dans le Sinaï le soient pour le tourisme, mais plutôt pour détruire la société par la propagation du sida ou l'espionnage. »⁴⁹

- 23 Espace « dangereux », le Sinaï demeure l'espace de la confrontation symbolique avec Israël, mais aussi celui où peut s'exprimer une certaine « marginalité » égyptienne que la pression sociale proscrireait en d'autres lieux. La petite station balnéaire de Dahab, sur le golfe d'Aqaba, est ainsi l'archétype d'un mode de vie marginal que rend possible l'isolement. Des observateurs, égyptiens comme étrangers, ne manquent pas de le relever. Ainsi le géographe américain Joseph Hobbs (auteur d'un ouvrage sur la région de Sainte-Catherine), fait un rapide détour par Dahab lorsqu'il traite du tourisme et explique :

« Les normes et les standards du tourisme en Égypte n'ont pas cours ici. Certaines femmes ignorent les signes « no topless » placés sur les plages [...]. L'odeur du haschisch est envahissante. Les vols sont fréquents, et beaucoup d'incidents sont imputables à la pauvreté des jeunes touristes qui fréquentent les lieux. Dahab est « dans les limbes », entre Égypte et Israël. »⁵⁰

- 24 On pourrait ainsi multiplier les exemples de ce qui constitue paradoxalement, pour une clientèle égyptienne, jeune et masculine, un facteur attractif. La plupart des « nouveaux » espaces touristiques égyptiens, littoraux ou oasis, génèrent des représentations mêlées de liberté et de transgressions des normes, mais ce qui spécifie certainement le Sinaï, c'est sa situation d'espace ouvert sur l'Autre.
- 25 Le Sinaï et son espace touristique majeur que constitue le golfe d'Aqaba représenteraient ainsi, selon l'expression de Roger Brunet, un « antimonde », « à la fois un asile et un tombeau des libertés »⁵¹. Circonscrit, isolé mais surveillé, ce sous-espace est néanmoins un élément du système spatial égyptien, et un espace important de son industrie touristique comme de son développement. En ce sens, il nécessite une remise en ordre, des régulations, et cela est « d'autant plus complexe que, dans toutes ses réactions à l'égard de son Autre, le système est évidemment représenté par un certain nombre de ses propres acteurs »⁵², au premier rang desquels figure la population bédouine de la péninsule.

Sans et contre les Bédouins ?

- 26 La construction des représentations basées sur la relation à l'Autre ne s'exprime pas seulement sur le terrain du tourisme. Elle trouve également un ferment dans les rapports de l'État avec la population bédouine et dans la dénonciation des relations que celle-ci entretiendrait avec Israël. Ces thèmes transparaissent, à l'occasion, dans le discours des responsables politiques. C'est notamment le cas dans un entretien accordé par le gouverneur du Sud-Sinaï, le général Mamdûh al-Zuhayri, au bi-hebdomadaire *al-Sha'b*⁵³, au cours duquel l'officier écarte toutes les rumeurs sur d'éventuelles participations israéliennes dans les projets touristiques ou industriels, sur la création de zones franches frontalières ou sur les livraisons d'eau à Israël, avant de préciser que « la sécurité du Sinaï ne peut être assurée que par son peuplement ». Déplorant alors l'isolement et l'éloignement de son gouvernorat, il superpose, à cette rupture dans l'espace, une rupture dans le temps : au moment où il est interviewé, le seul lien « terrestre » de la péninsule avec le reste de l'Égypte, le tunnel Ahmad Hamdi, est fermé la nuit pour cause de travaux de réfection, et le Sinaï se trouve alors totalement isolé de la vallée⁵⁴. Le journaliste ne manque pas d'interroger le gouverneur sur les mesures qu'il compte prendre au sujet de Dahab, unanimement dénoncé comme lieu de

perdition ; le responsable affirme alors que la réglementation et l'élimination de ce qui relève de « l'informel » viendra à bout du problème ; par ailleurs, il propose une alternative au seul tourisme balnéaire avec le développement d'un tourisme thermal (golfe de Suez) et religieux (Sainte-Catherine). Mais c'est surtout la lutte, par l'information et l'alphabétisation, contre l'influence néfaste qu'exercent les Israéliens sur les Bédouins, et le danger que cela représente pour la sécurité nationale, qui sont présentés comme la priorité par les responsables. Les composantes de cette influence ne sont pas explicites, mais l'article est intitulé : « Lutte par tous les moyens contre l'influence des Israéliens sur les Bédouins du Sinaï ». Bien sûr, les choix éditoriaux du journal sont essentiels dans la présentation du discours du responsable, de même qu'il s'agit, pour le gouverneur, de s'adresser à un lectorat sensible à l'argumentaire anti-israélien et de le convaincre des bienfaits de sa gestion et de ses préoccupations au sujet de questions finalement secondaires au regard du discours libéral, « développementaliste » ou « coopérationiste ». Démagogie ? Sans doute, mais ne peut-on aussi déceler là l'expression d'un consensus autour de thèmes qui apparaissent bien plus comme nationalistes qu'islamistes, où l'on retrouve les problématiques identitaires énoncées précédemment et qui semble partagé par nombre de responsables, militaires ou non, groupe d'acteurs au sein duquel joue peut-être un « effet de génération », celles de 1967 et de 1973.

- 27 Cette même thématique se trouve exposée, de manière plus nuancée, un an plus tard, par le général Munir Shash, alors gouverneur du Nord-Sinaï, interviewé par le même journal⁵⁵. Le responsable évoque, outre les projets et réalisations en cours dans son gouvernorat, la nécessité « d'implanter des communautés aptes à contrer les tentatives de domination israélienne » ; et d'expliquer que pour « affronter les changements en cours au Proche-Orient, et après la résolution des problèmes palestinien et syrien, la communauté du Sinaï devra être apte à traiter efficacement avec l'ensemble israélo-palestinien, pour éviter qu'Israël n'ait la haute main dans la région » ; là encore, l'argumentaire reste au niveau des sous-entendus. Si ce dernier discours évoque le débat sur la domination économique qu'Israël pourrait exercer dans un Proche-Orient pacifié - plutôt que le risque, pour la sécurité du territoire, que constituerait « l'influence » des Israéliens sur les Bédouins -, il apparaît néanmoins que pour le gouverneur, c'est « l'égyptianisation » du territoire, autrement dit son peuplement par une population originaire de la vallée, qui est seule apte à en assurer la sécurité. Située aux marges du système, la population bédouine ne peut, à ses yeux, assumer seule cette responsabilité. Et davantage que la faiblesse numérique de cette population, c'est le danger représenté par une « collaboration » des Bédouins avec Israël qui est en cause.
- 28 Bien que la nature des relations entre l'État égyptien et la population bédouine ne soit pas l'objet de cette étude, quelques précisions s'imposent pour comprendre le contexte dans lequel s'élabore le discours sur cette question. Fait de défiance réciproque, il caractérise de longue date, et en de nombreux endroits du monde, les rapports qu'entretiennent les pouvoirs avec la composante nomade de leur population. Les allégeances politiques des Bédouins, dans l'histoire récente du Proche-Orient, ont constitué des pommes de discorde dans les processus de démarcation des frontières consécutifs au démantèlement de l'Empire ottoman ; elles sont restées, dans de nombreux pays de la région, des enjeux pour l'assise des pouvoirs⁵⁶. Si ces questions furent moins aiguës en Égypte, du fait d'un déséquilibre numérique largement défavorable à la composante bédouine de la population⁵⁷, le contrôle de celle-ci, depuis

l'avènement de Muhammad 'Ali, notamment, a fait l'objet d'un souci constant de la part de l'État. C'est sous le règne du vice-roi que s'amorce un processus de sédentarisation à grande échelle, impulsé par le pouvoir. La situation du Sinaï, son rattachement territorial tardif à l'Égypte et son histoire récente ont différé un processus engagé de longue date aux marges de la vallée. Les occupations et administrations successives du territoire ont considérablement compliqué la régulation des allégeances et le contrôle des populations. De même que des récits évoquaient la collaboration de certaines tribus Bédouines avec le pouvoir ottoman durant la première guerre mondiale⁵⁸, la loyauté envers l'État égyptien d'une population soumise quinze ans durant à l'occupation israélienne est mise en doute. Population considérée comme marginale et sans scrupule, rebelle à tout pouvoir, les Bédouins se seraient toujours vendus au plus offrant. La justification d'un tel discours a longtemps puisé ses arguments dans la contrebande, de stupéfiants notamment, à laquelle se reconvertirent des Bédouins à partir de la fin du XIX^e siècle, en remplacement des ressources que leur procuraient l'économie caravanière, le contrôle de la route terrestre du pèlerinage ou le convoyage des « touristes » vers Sainte-Catherine ; aujourd'hui, c'est à travers le phénomène de la culture des stupéfiants ou de l'espionnage au profit d'Israël que se façonne le discours. Les facteurs socio-économiques n'ont pas leur place dans l'exposé public de ces questions ; anciens pillards et contrebandiers, les Bédouins, ces éternels insoumis sont naturellement devenus, par atavisme, des espions ou des trafiquants...

- 29 S'il est évidemment difficile d'obtenir des informations fiables sur le sujet, autrement qu'à travers le filtre des médias officiels, il semble néanmoins que la culture des stupéfiants se soit considérablement développée ces dernières années dans la péninsule. Le contrôle accru de la frontière avec le Soudan, traditionnel pays fournisseur de *bango* (cannabis), la baisse de la production libanaise consécutive au retour de la paix dans ce pays, comme celle de la production égyptienne du Saïd (Haute-Égypte), mise à mal par la confrontation armée entre les forces de sécurité et les activistes islamistes, tous ces facteurs se sont conjugués pour donner aux producteurs du Sinaï l'occasion de répondre à une importante demande intérieure. Ainsi, depuis 1992, le *bango* du Sinaï serait devenu, selon un responsable de la lutte anti-narcotique, la principale drogue consommée en Égypte⁵⁹. Cultures de cannabis, voire de pavot, se seraient donc développées depuis lors, en particulier dans les hautes vallées, difficiles d'accès, du sud de la péninsule. Depuis lors, chaque printemps, durant la période qui précède les récoltes, la presse rend compte des opérations militaires et policières visant à détruire ces cultures et à appréhender leurs responsables⁶⁰. Le 21 mars 1996, le ministre de l'Intérieur, Hasan al-Alfi, a pris part en personne à une opération hélicoptère baptisée « *al-shurûk al-kubrâ* » (la grande aube), qui s'est soldée par la découverte de 300 hectares de plantation et la mort d'un « trafiquant »⁶¹.
- 30 Un « point de vue » exprimé sous un pseudonyme dans le quotidien national *al-Ahrâm* appelait à la mise en place d'une « campagne nationale pour purifier le Sinaï de son poison »⁶² :

« Le Sinaï, terre pure, a été libéré des souillures de l'ennemi grâce à la bravoure des hommes de notre armée, au sacrifice des martyrs, dont le sang s'est mêlé au sable. C'est une terre sainte, celle du message divin, terre de la turquoise et terre des prophètes ; c'est elle qui a vu le président Moubarak hisser notre cher drapeau sur le sol chéri de Taba, exprimant alors la gloire et la joie du peuple à l'occasion du retour du dernier grain de sable au sein de la patrie. Maintenant, le Sinaï est témoin d'une guerre féroce des tribus bédouines qui cherchent à contrôler le commerce de la drogue et souiller la terre sainte. [...] Le devoir national nous appelle à protéger la

chère terre du Sinaï et à mettre en place une planification nationale à laquelle doivent participer tous les secteurs responsables ainsi que les citoyens volontaires pour détruire ces cultures et éliminer le poison qui souille la terre pure du Sinaï, témoin du plus grand projet national de développement dont le but est d'y apporter la civilisation. » (Husayn al-Shâ'ir)

- 31 Apporter la « civilisation » dans le Sinaï consisterait, en l'occurrence, à privatiser et à distribuer les terres abritant les cultures illicites à des « diplômés » et à des « citoyens » afin d'en assurer la « sécurité »⁶³. Puisqu'il est difficile de trouver les responsables de ces cultures, qui se pratiquent sur des terrains relevant du domaine de l'État, c'est la responsabilité collective des tribus qui est engagée sur les territoires qu'elles revendiquent. La question de l'intégration socio-économique de la population bédouine, largement exclue du développement - notamment de celui du tourisme -, si ce n'est par des activités parallèles, n'est pas posée publiquement. Le mouvement de sédentarisation, quasiment terminé dans le nord, est certes à l'œuvre dans le sud et le centre ; l'implantation d'écoles, de centres de santé, voire de mosquées et une croissance visible des villages l'attestent et le renforcent. Mais, alors qu'au nord l'agriculture a fourni une nouvelle base économique à la population, le saupoudrage d'investissements publics n'a pas encore impulsé de dynamique au sud et au centre de la péninsule, où les Bédouins constituent la grande majorité de la population. Jusqu'à une époque récente, la seule réponse de l'État semblait être une relative tolérance de la culture et du commerce des stupéfiants, comme de la location de terres sans titre de propriété (à Dahab notamment) par la reconnaissance tacite du droit de mainmise. Désormais, les opérations spectaculaires menées pour détruire les plantations et appréhender les trafiquants illustrent la volonté du pouvoir d'exercer un contrôle total sur un territoire dont il a pris en main les destinées. Combattre les pratiques illicites des Bédouins sans risquer une confrontation qui menacerait un espace touristique en plein essor prend un sens nouveau à travers la définition d'un projet pour le Sinaï, qui jusqu'alors faisait défaut. Les Bédouins n'ont d'autre choix que de s'y soumettre. Ceux-ci ne sont pas les seuls responsables de la situation, dans la mesure où, selon les autorités, la culture du cannabis, même si elle s'est développée récemment, aurait été introduite dans la péninsule durant l'occupation israélienne ; de plus, Israël est soupçonné de faciliter l'entrée de la drogue en Égypte dans le but de « détruire la jeunesse égyptienne »⁶⁴, alors même que les touristes israéliens seraient d'importants clients pour les stupéfiants du Sinaï. Ailleurs, le ministre de l'Intérieur lie le phénomène de la commercialisation de la drogue au terrorisme, et de là, aux camps d'entraînement islamistes du Soudan⁶⁵. Ces grilles de lecture, semblables à celle du terrorisme islamiste, visent généralement à responsabiliser l'étranger. Il faut donc lutter contre les relations qui lient toujours les Bédouins avec Israël ; la condamnation à perpétuité infligée début 1996 à un Bédouin de Rafah, accusé d'espionnage au profit d'Israël, confirme la réalité de ces liens⁶⁶.
- 32 Il ne s'agit pas de réduire les relations État/Bédouins à ces seuls phénomènes ou de porter ici un jugement sur la légitimité et les modalités de la lutte contre des activités répréhensibles ; il faut souligner en outre de réels efforts d'intégration. Cependant, la publicité faite à l'ensemble de ces affaires, comme la mise en avant du volet répressif de l'action de l'État, contribuent à alimenter des représentations qui prennent leur source dans un sentiment partagé, historique, de défiance réciproque – dont nous avons maintes fois constaté la persistance, de part et d'autre – et à attiser les tensions en désignant les « bons » et les « mauvais » Bédouins. Illustration du thème universel de

l'opposition entre nomades et sédentaires, le caractère insaisissable du Bédouin tel qu'il apparaît dans une vision romantique ou dans des images nourries d'appréhensions, est une constante dans l'exposé de la dualité de la réalité égyptienne, entre désert et vallée, comme l'expriment les mots de Jacques Berque :

« L'homme du désert est frêle, d'attaches fines, de silhouette aiguë. Il garde le pas allusif du cavalier. Son caractère diffère beaucoup de ceux de la vallée. Il respire une noblesse emphatique mais ruinée, l'impatience de toutes contraintes, le goût des armes. Et encore, avouons-le, quelque répugnance aux œuvres de la civilisation, tant que se civiliser consiste à obéir. Tels sont les 'Orbân, ou Bédouins. »⁶⁷

- 33 Cette opposition, que les temps nouveaux n'ont manifestement pas profondément renouvelée, relèverait en quelque sorte d'une « fatalité historique » :

« L'histoire du nomade, en Égypte, est une histoire malheureuse : celle d'un refoulement perpétuel. Ce sont les sédentaires, les hommes des villes qui écrivent et font l'histoire. Si loin qu'on remonte, on trouvera toujours une opposition entre la stabilité à laquelle aspire le pouvoir, qui a besoin de ses villes et de ses paysans - ne fût-ce que pour en nourrir sa fiscalité -, et cet élément volatil, toujours comprimé, mais toujours prompt à se dilater en insolences guerrières. [...] L'histoire se fait sans et contre les Bédouins. »⁶⁸

Conclusion

- 34 À travers le patrimoine, le tourisme ou les relations à Israël et à la population bédouine, le Sinaï est mis en scène. L'intégrer à la nation signifie le rendre conforme à l'image unitaire, homogène, de l'égyptianité. Si l'identité est soumise à un processus de construction permanent⁶⁹, dès lors, un travail identitaire, de refondation, s'impose sur l'espace et ses hommes, essentiel pour le Sinaï, terre sacrée mais aussi espace corrompu par l'autre. Terrain d'expression du consensus anti-israélien ou de la mission « civilisatrice » de l'Égypte aux marges de son territoire, loin des enjeux centraux de la confrontation politique, la péninsule est elle-même un point de focalisation consensuel. Les contradictions que génèrent de telles images en sont constitutives. L'État peut ainsi créer et produire un nouvel espace, *ex-nihilo*, et affirmer dans le même temps son identité millénaire. Alors même qu'il incarne la paix, le Sinaï reste un espace où se perpétue une confrontation symbolique avec Israël. À l'interface de deux mondes qui s'ignorent encore largement, les Bédouins, par leur « double » allégeance, peuvent en être l'instrument. Le discours et les images qui rendent compte de ces questions s'inscrivent dans une relation dialectique entre deux facettes essentielles du régime politique égyptien : gérer l'héritage, la légitimité nassérienne du pouvoir et celle de la « guerre glorieuse » de 1973, tout en poursuivant un processus qui, après Camp David, traduit l'ambition de sceller une nouvelle organisation régionale.

NOTES

1. MONNET J., « Mexcaltitan, territoire de l'identité mexicaine », *Ethnogéographies*, L'Harmattan, 1995, p. 239.

2. NORA P., « Entre mémoire et histoire. La problématique des lieux », *Les lieux de mémoire, I. La République*, Gallimard, 1984, p. XXXIV.
3. *Ibid.*
4. CHASTEL A., « La notion de patrimoine », *Les lieux de mémoire, II. La Nation. 2. Le territoire, l'État, le patrimoine* (dir. P. Nora), Gallimard, 1986, p. 405-450.
5. ROTHENBERG B. et WEYER H., *Le Sinaï : pharaons, mineurs, pèlerins et soldats*, Paris, Vilo, 1979, p. 8.
6. *Ibid.*
7. Idée évoquée par B. LEPETIT lors d'une conférence au Cedej, le 05/03/96.
8. LAMY Y., « Du monument au patrimoine. Matériaux pour l'histoire politique d'une protection », *Genèses* 11, 1993, p. 50.
9. SPECIALIZED NATIONAL COUNCIL, *Tourism in Sinai*, Étude 3, Le Caire, 1980, p. 7-9.
10. Voir MOUTON J.-M., 'ABD AL-MALIK S., « La forteresse de l'île de Grayé (Qal'at Ayla) à l'époque de Saladin », *Annales islamologiques*, tome XXIX, Ifao, Le Caire, 1995, p. 75-90.
11. GROUSSET R., *L'empire du Levant*, Payot, Paris, 1949 (rééd. 1992), p. 288.
12. MOUTON et 'ABD AL-MALIK, *op. cit.*, p. 76.
13. Voir MOUTON J.-M., « Autour des inscriptions de la forteresse de Sadr (Qal'at al-Gindî) au Sinaï », *Annales islamologiques*, tome XXVIII, Ifao, Le Caire, 1994, p. 29-57.
14. Voir BARTHOUX J., WIET G., « Description d'une forteresse de Saladin découverte au Sinaï. Les inscriptions de Qal'ah Guindi », *Revue Syria*, Librairie Paul Geuthner, Paris, 1922, p. 44-57 et p. 145-152. Voir aussi HAR-EL M., *The Sinai Journeys*, Ridgefield, San Diego, 1983, 464 p.
15. CLÉDAT cité par SHAFEY A., « Historical Notes on the Pelusiac Branch, the Red Sea Canal and the Route of the Exodus », *Bulletin de la Société royale de géographie d'Égypte*, tome XXI, 3^e et 4^e fasc, 1946, p. 231-287 et p. 271-272.
16. Le canal de la Paix, projet en cours de réalisation, vise à acheminer l'eau du Nil dans le nord du Sinaï pour irriguer 200 000 ha. C'est la pièce majeure du Projet national pour le développement du Sinaï, qui prévoit 75 milliards de livres égyptiennes d'investissements et un peuplement de 3 millions de personnes dans la péninsule à l'horizon 2020.
17. *Al-Ahrâm*, 24/03/94.
18. VALBELLE D., « La péninsule du Sinaï et l'Égypte », *Aujourd'hui l'Égypte* 27, Le Caire, 1995, p. 29.
19. LAMY, *op. cit.*, p. 51.
20. *International Herald Tribune*, 23-24/07/94.
21. *Al-Ahrâm*, 31/12/94.
22. *Ibid.*
23. *Al-Ahrâm Hebdo*, 11-17/01/95.
24. *Al-Ahrâm*, 31/12/94.
25. FOUCHER M., *Fronts et frontières*, Fayard, 1988, p. 358.
26. WEBER E., « L'Hexagone », *Les lieux de mémoire, II. La Nation, 2. Le territoire, l'État, le patrimoine*, *op. cit.* p. 113.
27. Abd al-Halîm Nûr al-Dîn, responsable du HCA, cité par *Al-Ahrâm Weekly*, 21-27/04/94.
28. *Ibid.*
29. LAMY, *op. cit.*, p. 51.
30. YOUNG J. E., « Ecrire le monument : site, mémoire, critique », *Annales ESC*, mai-juin 1993, p. 733 et 736.
31. Le 6 octobre 1973 correspond au 10 de ramadan 1393 de l'Hégire ; *al-badr*, la pleine lune - vient du verbe *badara* : surprendre, arriver par surprise - fait référence à la date de l'attaque, aux environs de la mi-ramadan, c'est-à-dire à la pleine lune d'un mois lunaire, et renvoie au Coran (s. III, v. 125), qui évoque *razû al-badr*, le raid de la pleine lune, au cours duquel l'armée du Prophète

fut pour la première fois confrontée aux infidèles ; *al-'ubûr* : le franchissement, le passage, évoque la traversée du canal de Suez.

32. Cet officier du génie, un des maîtres d'oeuvre de la traversée du canal, tué lors de la contre-attaque israélienne, a été décoré à titre posthume de l'Étoile du Sinaï. Le tunnel sous le canal de Suez porte son nom.

33. YOUNG, op. c/f., p. 732.

34. SPECIALIZED NATIONAL COUNCIL, op. cit., p. 68.

35. YOUNG, op. cit., p. 740.

36. *Ibid.*, p. 736.

37. *Al-Ahrâm*, 03/05/96.

38. MONNET, op. A, p. 242.

39. Le nombre de personnes transitant par le poste frontière de Taba a été multiplié par 5 entre 1988 et 1994, passant de 124 000 à 612 000.

40. Cité par ROUSSILLON A., « Changer la société par le Jihad : sédition confessionnelle et attentats contre le tourisme : rhétoriques de la violence qualifiée d'islamique en Égypte », *Moyen-Orient et Maghreb : enjeux internationaux* (dir. R. Boccoet M. R. Djalili), 1993, p. 15.

41. *Ibid.*

42. *Revue de la presse égyptienne* 14, Cedej, 1984.

43. *Al-Cha'b*, 31/12/85, cité dans *Revue de la presse égyptienne* 20, Cedej, 1985.

44. Voir LAVIE S., *The Poetics of Military Occupation : Mzeina Allegories of Bedouin Identity Under Israeli and Egyptian Rule*, University of California Press, Berkeley, 1990, 397 p.

45. Les Italiens et les Allemands constitueraient 80 % de la clientèle de Sharm al-Shaykh : *Al-Ahrâm*, 04/05/96.

46. Région de Nuwayba.

47. *Al-Ahrâr*, 28/05/94.

48. ROUSSILLON A., *Logiques de la conversion : enjeux et mécanismes de la démocratisation en Égypte et en Algérie*, texte de réponse à un appel d'offre (1993, non publié, p. 10).

49. NASSEF E., *Fatayyat li-l-tasdir* (Jeunes femmes à exporter), Le Caire, 1994, p. 40.

50. HOBBS J., *Mount Sinai*, University of Texas Press, Austin, 1995, p. 271.

51. BRUNET R., DOLFUS O., *Mondes nouveaux, Géographie universelle tome 1*, Hachette/Reclus, 1990, p. 189.

52. *Ibid.*

53. *Al-Cha'b*, 08/02/94.

54. Le tunnel a été complètement rouvert à la circulation en octobre 1995, après trois années de travaux.

55. *Al-Cha'b*, 05/05/95.

56. Voir BOCCO R., TELL T., « Frontières, tribus et État(s) en Jordanie orientale à l'époque du Mandat », *Maghreb-Machreq* n° 47, 1995, p. 26-47.

57. À la fin du XIX^e siècle, les Bédouins comptent pour un dixième environ de la population égyptienne ; voir BERQUE J., *L'Égypte : Impérialisme et Révolution*, Gallimard, 1967, p. 51.

58. Voir AMMAR A., « Al-madkhal al-sharqi li-misr » (La porte orientale de l'Égypte), *Bulletin de la Société royale de géographie d'Égypte*, tome XXI, 1944, p. 139-228 et p. 371 -492 ; JARVISC.S., *Yesterday and Today in Sinai*, William Blackwood, Londres, 1931, 312 p. ; MURRAY G.W., *Sons of Ishmael. A Study of the Egyptian Bedouin*, Routledge, Londres, 1935, 344 p.

59. *Le Progrès égyptien*, 29/05/95.

60. *Al-Ahrâm*, 24/02/93, « Sukût mamlaka al-khashkhâsh ! » (La chute du royaume du pavot I) ; *Al-Ahrâm*, 26/03/94 : « Découverte de 266 plantations de pavot au cœur des montagnes du Sud-Sinaï ».

61. *Al-Ahrâm*, 22/03/96.

62. *Al-Ahrâm*, 27/05/95.

63. *Al-Ahrâm*, 27/03/96 ; discours du ministre de l'Intérieur devant l'Assemblée nationale : selon lui, 4 000 feddans (1 700 ha) seraient plantés de stupéfiants dans les montagnes du Sinaï.
64. *Al-Ahrâm Hebdo*, 03-09/05/95.
65. *Al-Ahrâm*, 27/03/96.
66. Selon *Al-Ahrâm Weekly* du 18-24/04/96, la peine capitale, applicable seulement pour des cas d'espionnage en temps de guerre, a été requise par le président du tribunal de la Cour de sécurité de l'État d'al-Arish contre Amer Salman, accusé d'espionnage au profit d'Israël et de trafic de drogue. À cette occasion, le magistrat a appelé les législateurs à réviser la loi qui, en temps de paix, prévoit comme peine maximale la condamnation aux travaux forcés à perpétuité.
67. BERQUE J., *op. cit.*, p. 51.
68. BERQUE J., *op. cit.*, p. 55-56.
69. Cf. BROMBERGER C, CENTLIVRES P. et COLLOMB G., « Entre le local et le global : les figures de l'identité », *L'autre et le semblable*, Presses du CNRS, 1989, p. 137.
-

INDEX

Mots-clés : Dahab, patrimoine, Sinaï, tourisme, Bédouins

AUTEUR

OLIVIER SANMARTIN

Cedej/Urbama